

*L'augmentation des tarifs des transports en commun, le 6 octobre 2019, a jeté la jeunesse chilienne dans la rue. Des chansons de Victor Jara, assassiné par les putschistes, ont bientôt résonné dans les villes. Des portraits d'Allende ont été aperçus dans les cortèges. La peur n'a plus cours ; le consensus libéral implose, là-bas comme désormais partout ailleurs. Le pouvoir a promulgué l'état d'urgence et le couvre-feu. Après avoir juré que le Chili était « en guerre contre un ennemi puissant et implacable », le président-millionnaire Sebastián Piñera a publiquement « demandé pardon » — dans l'espoir de mettre un coup d'arrêt au soulèvement populaire. Le 25, le pays connaissait la plus grande manifestation de son histoire ; trois jours plus tard, huit ministres se voyaient limogés. Une vingtaine de personnes sont mortes. Les mobilisations continuent, déterminées. Mario Garcés D., historien chilien des mouvements sociaux et ancien militant du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR), revient sur l'éclosion de la révolte.*



Au cours de la semaine du 14 au 18 octobre 2019, les étudiants du secondaire ont appelé à frauder le métro de Santiago afin de protester contre la récente hausse des tarifs de ce moyen de transport de premier plan. « *Frauder, ne pas payer, une autre manière de lutter* » a été la consigne que certains d'entre eux ont entonnée à l'entrée des stations, cela dès le lundi 14. Le conflit s'est intensifié, avec l'appui tacite d'une grande part de la population, lorsque le prix du métro a atteint 830 pesos chiliens aux heures de pointe (soit 1,03 euros). Forts d'un tel mot d'ordre, les étudiants entraient dans les stations et sautaient les tourniquets sans payer le moindre ticket. Le jeudi, alors que les stations étaient gardées par les carabiniers des Forces spéciales, le conflit s'est radicalisé plus encore : les équipements de certaines stations ont été attaqués — notamment les tourniquets en

question. Mais ce n'est que le vendredi que le conflit a véritablement pris de l'ampleur, jusqu'à voir les stations de forte affluence se remplir de manifestants, perturbant ainsi le fonctionnement du métro de Santiago (lequel, chaque jour, transporte environ 2,8 millions de personnes). Certaines ont commencé à fermer ; la répression s'est intensifiée ici et là, altérant l'intégralité du système de transport de cette ville de 7 millions d'habitants.

**« La répression n'a eu d'autre effet que d'encourager la mobilisation, laquelle a pris des formes inédites. »**

À la tombée de la nuit, la police est apparue débordée. Face aux manifestants, le gouvernement a



brandi la menace de la loi de sécurité intérieure de l'État<sup>1</sup>, n'offrant dès lors aucune porte de sortie à la hausse des tarifs. La seule réponse du pouvoir a été de traiter les contestataires de « *vandales et de criminels* ». À 20h30, les casseroles se sont mises à tinter dans plusieurs quartiers de Santiago ; des manifestants, en grand nombre, se sont rassemblés à l'entrée de stations de métro (beaucoup d'entre eux étaient des jeunes des quartiers populaires). Ce soulèvement est né d'une rage accumulée : celle d'une large majorité qui vit au quotidien la précarité sociale et l'inégalité structurelle que le néolibéralisme a forgée, matérialisée et naturalisée au sein de la société chilienne — depuis la dictature de Pinochet jusqu'à aujourd'hui. Quelques stations attaquées, certaines incendiées (les dommages causés ont atteint plusieurs millions de pesos), donc. Du pillage, aussi : des commerces, des supermarchés. Le métro a suspendu la circulation dans tout Santiago et le gouvernement s'est réuni en urgence à La Moneda [*siège de la présidence, nldr*] pour décréter l'« état d'urgence », minuit passé. La charge du maintien de l'ordre public incombait désormais aux militaires. À chaque étape, la stratégie du gouvernement a été mauvaise, en plus d'être tardive. La répression n'a eu d'autre effet que d'encourager la mobilisation, laquelle a pris des formes inédites.

Samedi 19, l'état d'urgence instauré, les manifestations ont procédé à un double tournant : 1) conjointement au concert de casseroles et aux manifestations du mal-être sur les places et les grandes avenues, les pillages des supermarchés et des pharmacies se sont multipliés ; 2) la contestation s'est étendue aux provinces, pour devenir nationale — du nord au sud du pays, au moins d'Iquique jusqu'à Punta Arenas, et tout particulièrement à Valparaíso et Concepción (les deux plus grandes villes du Chili après la capitale). La population a désobéi. Défié l'état d'urgence. Si bien que, dans la nuit du samedi, le « couvre-feu » a été imposé à Santiago, Valparaíso et Concepción. Il n'a pas apporté les effets escomptés par le pouvoir : les manifestations publiques et les pillages n'ont pas pris fin. Le Chili vivait là *le plus grand « soulèvement social » depuis le regain de la démocratie, c'est-à-dire depuis les 30 dernières années*. Un soulèvement que personne ne pouvait imaginer ni prévoir — même si beaucoup admettent à présent que les symptômes étaient manifestes depuis un certain temps déjà. Pour couronner le tout, le président Piñera, fidèle à la succession d'erreurs et d'absurdités de son gouvernement, a déclaré le dimanche 20 octobre, à la tombée de la nuit, que « *nous étions en guerre* ».



(Chili, octobre 2019, par Sofía Yanjarí | AFI)

Ce soulèvement social nous surprend dans un contexte des plus critiques, du point de vue social et politique. Disons-le de manière quelque peu schématique. D'une part, les institutions étatiques et gouvernementales apparaissent au plus faible de leur crédibilité et de leur légitimité : corruption (Églises comprises), distance, indifférence abyssales à l'endroit de la société et du peuple en particulier. D'autre part, cette mobilisation populaire — devenue un « soulèvement » — s'avance sans coordinateur central ni organisations connues (ni partis, ni CUT [Centrale unitaire des travailleurs du Chili], ni coordinations territoriales). Cela lui confère un certain caractère spontané, qu'il convient toutefois de nuancer : en amont du soulèvement, les étudiants du secondaire ainsi que plusieurs mouvements sociaux avaient créé leurs propres modes d'organisation et d'expression publiques. Ainsi du mouvement mapuche depuis la fin des années 1990 ; du mouvement étudiant, secondaire et universitaire (Mochilazo, en 2002 ; la révolution des pingouins en 2006 ; le mouvement pour l'éducation publique en 2011) ; du mouvement No + AFP<sup>2</sup> depuis 2016 ; du « mai féministe » de 2018 ; des divers mouvements socio-environnementaux et de lutte pour « l'eau et les territoires » ; des luttes et de la grève des professeurs en 2018. *Et cætera*. Toutes ces luttes ont une grande valeur, mais il leur manquait les instances de coordination et d'unification suffisantes.

Il n'est pas simple de proposer une perspective analytique systématique de ce que nous venons et continuons de vivre. Premièrement, parce que les événements se déroulent encore sous nos yeux ; deuxièmement, parce que la situation met au défi nos catégories analytiques traditionnelles ; troisièmement, du fait de la charge émotionnelle que représente, pour nombre d'entre nous — qui avons



vécu la dictature —, de voir à nouveau des militaires dans les rues. Malgré tout, il importe d'essayer.

## Les raisons du mal-être

**« L'économie, par la grâce de sa croissance, serait du reste en mesure d'offrir à elle seule plus de travail, de ressources et, bien sûr, de consommation. »**

Il existe un consensus des médias, des politiques, des intellectuels et du sens commun pour dire que le problème dépasse l'augmentation du prix des tickets de métro. C'était la « goutte d'eau qui a fait déborder le vase » — autrement dit, au regard d'une certaine tradition, nous, Chiliens, réagissons « quand l'eau nous arrive jusqu'au cou ». Ce consensus s'oriente dans deux directions : 1) l'inégalité structurelle de la société chilienne, devenue insupportable ; 2) l'accumulation des abus et des augmentations de prix dans les services publics d'électricité et de transport, de santé (surtout des médicaments), du logement et même des produits de première nécessité. À quoi l'on pourrait ajouter d'autres raisons : précarisation des droits sociaux, endettement croissant de la population — et spécifiquement des plus pauvres, du fait du système de cartes de crédit (sans lequel ils ne pourraient faire leurs courses au supermarché, acheter des vêtements, une voiture ou s'équiper en appareils électroniques). Si l'on pourrait prolonger la liste des griefs, il est aussi une raison politique : absolument rien ne peut changer, quand bien même les citoyens se mobilisent par milliers, sans l'assentiment de la droite ou du gouvernement en place. Ni les retraites précaires et le système d'AFP [*sociétés de gestion des fonds de pension, ndlr*], ni les bas salaires, le système d'éducation publique, le système de santé publique, l'accès au logement...

En résumé, les « ombres de la dictature<sup>3</sup> » ont fait en sorte que la politique soit le monopole des pouvoirs en place — tout spécialement du grand entrepreneuriat et des partis politiques. Que la promesse de la Transition<sup>4</sup>, entendre que « la joie est en route<sup>5</sup> », n'a porté ses fruits que pour une poignée — excluant la grande majorité, uniquement perçue comme *objet* des politiques publiques technocratiques et jamais comme sujet à même de participer et d'initier. Durant la période transitoire, seul l'accès au pouvoir étatique s'est relativement démocratisé — pas celui de la société ni de son droit à participer. La [Constitution de 1980](#), approuvée durant la dictature, assurait et entérinait cette direction. Disons-le brièvement : la politique est affaire de politiciens et, pour le bon progrès de la société, la population se doit de faire confiance à leur sensibilité comme à leur sens du « service public » — et autres euphémismes du même genre. L'économie, par la grâce de sa croissance, serait du reste en mesure d'offrir à elle seule plus de travail, de ressources et, bien sûr, de consommation. En réalité, comme le dit un jour quelque politicien et intellectuel autrefois de gauche (on en trouve beaucoup...), la plus grande des démocraties est celle qui produit le marché. Plus on a de consommateurs, meilleure est la démocratie ! Devenez « entrepreneur », ça ne dépend que de vous ! Et si vous en doutez, admettez que « vouloir, c'est pouvoir ! » — comme le clame la publicité de quelque banque chilienne.



(Chili, octobre 2019, par Sofía Yanjarí | AFI)

On pourrait continuer longtemps encore, mais je crois que la majeure partie du pays le sait : nous vivons dans un pays double. Un pays pour les pauvres, dont un segment chemine en direction de la classe moyenne ; un pays pour les riches, qui compte un segment de classes moyennes prospères. Cette dualité se manifeste de manière visible : une santé pour les riches et une pour les pauvres, une éducation pour les riches et une pour les pauvres, des quartiers et des logements pour les riches et d'autres pour les pauvres... Nous sommes face à la reproduction « moderne » de l'ancien système de classes, qui, dans cette conjoncture, est en train d'exploser à la face des puissants, comme à de nombreuses occasions dans l'histoire du Chili.

## Le soulèvement comme moyen d'expression

« Une santé pour les riches et une pour les pauvres, une éducation pour les riches et une pour les pauvres, des quartiers et des logements pour les riches et d'autres pour les pauvres. »

D'abord contre le métro, c'est-à-dire, contre l'État ; puis contre le capital, c'est-à-dire contre les supermarchés, les pharmacies, les banques et les grands magasins. Ce n'est pas la première fois que les adolescents chiliens sont à l'avant-garde des luttes sociales. Cela peut paraître surprenant. Pourquoi



les lycéens ? Une hypothèse possible, et qui donne une image positive de notre société, est que les adolescents réfléchissent et qu'ils le font même avec davantage de liberté que les adultes. Ils ne font d'ailleurs pas que réfléchir, ils « agissent » — et, sans se poser 1 000 questions, leur action produit des effets. Cette fois-ci, lorsqu'il leur a été rétorqué que la hausse du prix du ticket n'affectait pas les étudiants, ils ont répondu, clairs et limpides : « Oui, mais ça affecte nos familles. » Une réponse qui leur assure deux victoires : ils embarquent leurs mères et leurs pères ; ils déstabilisent le discours de Piñera et de la droite, eux qui n'ont de cesse de jurer qu'ils agissent pour la défense de la famille.

Et pourquoi le métro ? Nous sommes nombreux à nous être posés cette question. C'est qu'elle provoque des sentiments ambivalents : le métro est un bien public, et il fournit un service essentiel. Mais il faut ajouter qu'il est aussi le symbole de l'ordre et de l'État. Dans le langage de la jeunesse, on dirait qu'il représente « le système », celui qui organise la vie quotidienne de la ville. S'attaquer au métro, si l'on observe la situation de façon rétrospective, revient en effet à frapper le système et à désarticuler l'ordre urbain (comme le dit le dicton populaire : « On ne fait pas d'omelette sans casser des œufs » — cette fois, ils ont bien été cassés). Samedi, les attaques contre les supermarchés se sont multipliées à travers tout le pays. Le groupe le plus touché a été Walmart<sup>6</sup>, et ses supermarchés emblématiques Lider. Le dimanche au soir, Walmart a fait état du saccage de 140 de ses locaux. Et pourquoi lui ? La raison paraît simple : ce groupe est celui dont le peuple est le plus proche, celui auprès duquel on contracte le plus de dettes, celui où l'on se rend au quotidien. Les attaques contre les pharmacies n'exigent pas un effort d'analyse poussé : la spéculation sur les prix des médicaments. Elle est subie par les personnes plus âgées, notamment les retraitées, pour qui ils représentent une part majeure de leurs maigres retraites. Si le métro représente l'État, le réseau de supermarchés et de pharmacies représente quant à lui « le marché ». Le soulèvement social a offert l'occasion de leur « adresser la facture ».



(Chili, octobre 2019, par Sofía Yanjarí | AFI)

## Répertoires d'actions populaires

La plus grande surprise, pour le gouvernement comme pour l'ensemble des Chiliens, a été, l'état d'urgence décrété, la continuation des mobilisations. La décision d'envoyer les militaires dans la rue n'a pas eu l'effet d'un antidote, pas plus qu'elle n'a défait la contestation, laquelle a pris forme de deux manières : les *caceroleos* [concerts de casseroles] et l'occupation des places publiques<sup>7</sup>, mais aussi les « marches » en province et les pillages dans les quartiers de Santiago ainsi que des grandes villes du pays. Les manifestations ont été médiatisées de manière quasi continue par la radio et la télévision, avec un double discours : manifester pacifiquement est un droit, piller un délit. De toute évidence, ce qui est en jeu dans pareil discours, c'est la légitimité même de la révolte sociale. Se révèle ainsi l'action de deux groupes sociaux distincts : la classe moyenne (sa participation est un coup dur pour la droite et le gouvernement, qui jure asseoir sa légitimité sur elle) et la classe des plus pauvres. Ceux-là se voient condamnés avec force arguments : de la criminalisation de la violence à la défense de la démocratie. Mais personne ne dit que le caractère fragile de la démocratie résulte de la prédominance des intérêts d'une minorité de personnes, responsable, ces dernières années, des plus grands actes de corruption — en outre, ces individus se protègent entre eux par des procès sans fin ni condamnation : jamais ils ne restituent ce qu'ils ont volé à L'État (tout au plus sont-ils astreints à des « cours d'éthique »).



**« Les manifestations ont été médiatisées de manière quasi continue par la radio et la télévision, avec un double discours : manifester pacifiquement est un droit, piller un délit. »**

La coexistence des modes d'action a entraîné des divergences dans l'« opinion publique » — largement renforcées par des médias unanimes dans la condamnation de « la violence ». Il nous faut pourtant bien admettre que si tout ceci n'avait pas eu lieu — les attaques contre les symboles de l'État et du marché —, nous ne serions pas au beau milieu d'une révolte et une crise qui, toutes deux, ouvrent la possibilité de créer et d'imaginer à nouveau l'avenir de la société chilienne. Les manifestations se poursuivront probablement, même si la répression et la présence militaire dans les rues auront des effets, notamment sur les pillages. Mais rien n'assure que la pression politique et sociale diminue si elle diversifie ses modes d'action (ou, dit autrement, ses formes de lutte) — par des marches, des *caceroleos*, des blocages, des déclarations publiques ou encore des appels à un « soulèvement national » où pourront coexister actions pacifiques et flambées de violence sociale. S'entend : nous n'ignorons pas que ces différences provoquent des divisions et des conflits, à même d'affaiblir les alliances politiques et d'être instrumentalisées par le gouvernement et les médias afin de légitimer la répression.

## Le rôle des jeunes

La présence de la jeunesse a attiré l'attention. Un phénomène peut-être universel, mais qui, au Chili, acquiert une connotation toute particulière. Ces nouvelles générations n'ont pas connu la dictature et, pourrait-on dire, ne portent pas la « peur » en elles — celle qui a accompagné leurs mères, pères, grands-parents. Des générations qui, en outre, s'engagent en faveur de changements culturels aussi légitimes que multiples : esthétiques (relations au corps, manières de s'habiller), sexuels (relations de couple), professionnels (nouvelles formes de survie et d'insertion dans le monde du travail, via des stratégies de travail informel toujours plus vastes). Et, sans doute de manière plus évidente encore, communicationnels : recours important au numérique, réseaux d'information et d'échanges en temps réel (informations, appels, analyses, jeux, divertissement) — une sorte d'« opinion publique » entre pairs, en somme. Cette jeunesse participe d'une nouvelle subjectivité, plus libertaire et citoyenne. Nous nous trouvons donc au milieu de nouveaux acteurs et de nouvelles temporalités. Au nombre des événements à avoir obtenu un impact public certain, un défilé, lundi 14, de centaines de jeunes de la classe moyenne sur l'avenue Providencia : ils ont manifesté à Apumanque, devant l'école militaire, à Apoquindo con Vespucio [où se trouvent des centres commerciaux et des boutiques de luxe, *ndlr*], au cœur des quartiers de la bourgeoisie chilienne : inimaginable, par le passé.





(Chili, octobre 2019, par Sofía Yanjarí | AFI)

## Quand « *le vieux monde tarde à mourir et le nouveau à apparaître* »

Côté médias — lesquels occupent ici une place prépondérante et font des journalistes quelque chose comme des « intellectuels organiques » de la crise —, on avance que le diagnostic est posé une fois pour toutes : les inégalités et les abus ont conduit à « l'explosion sociale ». Le gouvernement Piñera, au terme de plusieurs déclarations absurdes, a fini par admettre qu'il aurait dû écouter « la voix des citoyens ». À gauche et sur les réseaux sociaux, la tendance en jure : « Le peuple se lasse. » Et dès les premières heures de la mobilisation, des analystes chevronnés se demandaient comment ceci n'avait pu être anticipé ? Où était le directeur du Renseignement ? Et les conseillers du gouvernement ? Quant aux groupes au pouvoir, la protestation et la révolte sociale sont une surprise qu'ils n'ont pu prévoir et, peut-être, encore moins imaginer. Cette situation est révélatrice de la scission et de l'éloignement du politique vis-à-vis de la société, du découplage du social et du politique — base sur laquelle s'organisa la période de transition vers la démocratie, qui exclut et soumit les mouvements sociaux ayant lutté contre la dictature. C'est là, d'une certaine manière, le fruit de l'adaptation du centre-gauche (démocrates-chrétiens, socialistes et PPD<sup>8</sup>) à la Constitution de 1980 (héritée de la dictature) et au modèle néolibéral. La première a conduit à « l'élitisation » ou à « l'oligarchisation » de la politique ; le second à la « marchandisation » de la vie sociale (et, partant, à la colonisation de l'État par les grands groupes économiques nationaux et les multinationales, avec son lot de corrup-

tion à répétition).

**« Tous, ils sont devenus des hommes et des femmes fonctionnels. Pragmatiques. C'est contre cette modalité de la politique, discréditée au fil du temps, que la protestation sociale a éclaté. »**

Dans un tel contexte, la droite (pour des raisons évidentes) et le centre-gauche ont intégré les logiques néolibérales, augmentant leurs revenus (en particulier ceux des parlementaires et des hauts fonctionnaires) et vidant peu à peu la politique de ses contenus idéologiques. Tous, ils sont devenus des hommes et des femmes fonctionnels. Pragmatiques. C'est contre cette modalité de la politique, discréditée au fil du temps, que la protestation sociale a éclaté : l'heure était aux changements profonds, à même de répondre aux revendications citoyennes et populaires. Mais la situation des forces progressistes, de la gauche extra-parlementaire et des secteurs populaires n'est pas simple non plus. Au cours des 50 dernières années, le peuple chilien a été le protagoniste de deux grandes épopées : l'**Unité populaire** [coalition qui a conduit Allende au pouvoir, ndlr] et les manifestations nationales contre la dictature<sup>9</sup>. Toutes deux se sont soldées par des défaites aux coûts humains, politiques et symboliques importants. On ne peut d'ailleurs toujours pas les évaluer, puisque que la gauche se refuse à une réelle analyse et se contente de tenir « les ennemis de la gauche » pour seuls responsables. Historiquement, il me semble que ce point nodal irrésolu a partie liée avec des problèmes qui sont toujours les nôtres, et que cette révolte sociale a remis sur la table : les relations entre l'État et la société civile ; le rôle des mouvements sociaux et des sujets collectifs du changement social. Les adaptations du centre-gauche et notre refus de prendre la mesure de nos défaites a conduit au développement d'une gauche diffuse et diluée (qui participe au système politique), d'une gauche anarchiste (particulièrement jeune) et d'une gauche qui vit dans le passé (en songeant aux pages glorieuses comme à tout ce qui n'advint pas). Tout bien pesé, le plus grand coût de ces défaites est la crise de l'institution « parti politique de gauche ».

La plus grande nouveauté de ces dernières années a sans doute été la création du **Frente Amplio** [en 2017, ndlr]. Il a rassemblé divers partis et collectifs de gauche — dont certains récemment créés — et a réussi à obtenir une représentation parlementaire conséquente aux élections de 2017 [20 sièges, ndlr]. Mais, jusqu'à présent, leur performance au parlement s'est avérée médiocre ; ils n'ont pas réussi à devenir une référence politique significative. Leur plus grande faiblesse réside incontestablement dans la relation fragile qu'ils entretiennent avec les secteurs populaires. Ce tableau serait incomplet si nous ne tenions pas compte du développement des mouvements sociaux, les traditionnels comme les nouveaux. Les premiers (syndicalistes, paysans, populaires) sont des sujets collectifs affaiblis ; les seconds (mapuches, féministes, étudiants, écologistes) ont accru leur présence publique. Le plus grand défi de la conjoncture actuelle réside dès lors dans le renforcement de ces dynamiques au sein de la société civile, qui, plutôt que d'être un *archipel*, devraient être capables de former un *continent* — à même de renforcer les interactions et de produire des instances d'unité sociale et politique.

\*

À l'heure qu'il est, personne ne peut prédire de quelle façon cette crise sera conjurée. Mais ce qui est clair, c'est que le Chili n'est déjà plus le même pays qu'hier — grâce à la mobilisation de son peuple.

---

Texte initialement repris par le site du Centre œcuménique Diego de Medellín sous le titre « Estallido social en el Chile neoliberal », le 24 octobre 2019. Traduit de l'espagnol pour Ballast, avec l'aimable autorisation de l'auteur, par Céline Bagault, Zohra A, Elsa Gautier, Pauline Molozay, Danaé M. Rodriguez et Marguerite.

Photographies de bannière et de vignette : Chili, octobre 2019, par Sofía Yanjarí | AFI

---

## REBONDS

≡ « Si on m'assassine... » — par Salvador Allende, septembre 2017

≡ Lire notre entretien avec Arnulfo Vásquez : « Les riches ne le sont pas parce que Dieu l'a voulu », décembre 2016

≡ Lire notre article « Victor Jara : un canto libre », Maxence Emery, février 2015

## NOTES

1. ↑ La *Ley de Seguridad Interior del Estado* (ou loi 12927). Elle a été promulguée en 1958 puis élargie sous Pinochet.
2. ↑ Association de fonds de pension basée sur la capitalisation individuelle. Elle se trouve aux mains d'entreprises privées, sans participation des travailleurs.
3. ↑ Référence à l'ouvrage *Las largas sombras de la dictadura*, paru en 2019 au Chili.
4. ↑ La transition chilienne vers la démocratie — *la Transición* — s'est ouverte avec la fin de la dictature militaire de Pinochet, après le « non » au référendum d'octobre 1988.
5. ↑ « *La alegría ya viene* » : slogan du « non » audit référendum.
6. ↑ Groupe transnational connu pour ses pratiques anti-syndicale.
7. ↑ Au centre, la Plaza Italia ; dans le secteur ouest, la Plaza Ñuñoa.
8. ↑ Le Parti pour la démocratie, d'orientation sociale-libérale, a été fondé en 1987.
9. ↑ Les journées nationales de protestation, à la fois syndicales, partidaires et civiles, se sont déroulées de 1983 à 1986 : elles ont été violemment réprimées par le régime militaire.